

La dette de la Grèce reste entière

 mediapart.fr/journal/economie/160617/la-dette-de-la-grece-reste-entiere

« Je pense que nous avons fait un grand pas en avant. » « La lumière est au bout du tunnel. » Au sortir du sommet de l'Eurogroupe, jeudi 15 juin au soir, les tweets des responsables européens crépitaient. Tous se félicitaient du « grand accord » trouvé sur la Grèce : les créanciers européens s'étaient enfin entendus pour verser une aide de 8,5 milliards d'euros attendue depuis des mois par Athènes.

Dans les faits, la « grande avancée » n'est que l'exact respect des termes inscrits dans le plan de sauvetage de 86 milliards d'euros signé en juillet 2015. Il y était alors prévu que l'Europe verse quelque 7 milliards d'euros à la Grèce pour l'aider à rembourser ses dettes arrivant à échéance à l'été 2017. Si les responsables européens ont rejoué le drame connu depuis le début de la zone euro, des réunions sans fin, des tergiversations, c'est pour arracher, par chantage au gouvernement grec, de nouvelles concessions, de nouvelles réformes allant vers toujours plus d'austérité, toujours plus de réduction des dépenses, qui n'étaient pas prévues dans le cadre initial. Car qui pouvait croire un instant que les responsables européens, devenus les principaux créanciers d'Athènes, allaient laisser le gouvernement grec faire défaut, au risque de provoquer une nouvelle crise de la zone euro ?



Wolfgang Schäuble, Bruno Le Maire, Euclide Tsakalotos et Pierre Moscovici lors de l'Eurogroupe du 15 juin Et c'est exactement le but du « grand accord » trouvé entre les partenaires européens, jeudi soir : l'aide versée à la Grèce va directement servir à rembourser les créanciers, comme d'habitude. Les Européens vont débloquer tout de suite 7,4 milliards d'euros afin de permettre au gouvernement grec de rembourser ses crédits contractés auprès de la Banque centrale européenne (BCE), du Fonds monétaire international (FMI), et auprès des investisseurs privés pour le reliquat. La somme promise restante – un milliard environ – ne sera débloquée qu'une fois que les créanciers européens auront toutes les preuves qu'Athènes a bien rempli toutes les conditions exigées et mis en place les réformes requises.

Pour le reste, rien n'a changé : les Européens continuent de maintenir la Grèce juste la tête hors de l'eau, pas plus. Aucune annulation de dettes, aucun rééchelonnement n'est prévu tout de suite. Les Européens ne s'engagent à réexaminer le fardeau de la dette grecque (180 % du PIB) qu'à la fin du plan, c'est-à-dire fin 2018. C'est exactement le calendrier souhaité et annoncé par le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, lors de la précédente réunion de l'Eurogroupe.

Pour le gouvernement grec, la défaite est cuisante. En contrepartie d'efforts immenses pour respecter des ratios exorbitants de surplus budgétaires – 3,5 % du PIB –, de mesures toujours plus impopulaires qui l'amènent

politiquement à ne plus tenir qu'à un fil, il espérait obtenir quelque assistance de la part de ses créanciers pour permettre au pays de repartir. Une nouvelle fois, il revient les mains vides, sans pouvoir promettre à sa population la moindre échappatoire à une austérité sans fin.

Le fait de n'avoir pas pu obtenir le moindre allègement de dettes n'est pas seulement une défaite politique, un problème de long terme. C'est aussi une question de survie immédiate : la Grèce, qui est le pays de la zone euro qui en a le plus besoin, reste exclue du programme de rachats de dettes (*Quantitative easing*) de la BCE, car elle ne remplit pas les conditions d'endettement requises. Sans cette garantie en dernier ressort de la banque centrale européenne, Athènes reste privée d'accès à tout marché financier, à tout investissement extérieur. Impossible de trouver les capitaux pour faire repartir une économie totalement effondrée – le PIB a chuté de 30 % en sept ans –, de nettoyer et restaurer un système bancaire en faillite, plombé par des portefeuilles de mauvaises créances qui ne cessent de s'accumuler au fur et à mesure que la crise se poursuit.

Cette réunion de l'Eurogroupe est d'autant plus cruelle pour le gouvernement grec, qu'elle marque un alignement complet des responsables européens sur les positions dures défendues par l'Allemagne. Tous les alliés sur lesquels la Grèce espérait pouvoir compter se sont soit révélés de peu de poids face à Berlin, soit lui ont fait défaut.

Lire aussi

Le soutien de la France, en tout cas, lui a été de peu de secours. Ces derniers jours, l'Élysée n'a pourtant pas ménagé sa peine pour soutenir la cause du gouvernement grec et tenter d'ouvrir une nouvelle page de la crise de la zone euro. Jugeant que l'annulation de tout ou partie de la dette grecque est « *inévitabile* », comme il l'a répété à plusieurs reprises, Emmanuel Macron a multiplié les gestes et les propositions en faveur d'Alexis Tsipras. La veille du sommet européen, le ministère de l'économie reparlait même de l'idée de lancer des obligations liées à la croissance, afin de donner quelque bouffée d'air à l'économie grecque et de lier le sort des créanciers à son rebond. La proposition avait été avancée il y a deux ans par Yanis Varoufakis, éphémère ministre des finances du gouvernement de Syriza.

À son arrivée au sommet de l'Eurogroupe, le nouveau ministre de l'économie, Bruno Le Maire, [tenait des propos martiaux](#) : « *Je viens avec une détermination totale pour aboutir à un accord sur la question de la dette grecque.* » La suite prouve que des déclarations fortes ne suffisent pas à inverser le cours des choses, qu'en matière de négociation européenne, le rapport de force seul compte. Et l'Allemagne est passée reine en la matière : elle est le « maître des horloges » européennes, selon l'expression favorite de l'Élysée. La France, si elle veut à nouveau peser sur la conduite européenne, ferait bien de retenir la leçon.

La caution du FMI



Wolfgang Schäuble et Christine Lagarde le 15 juin © Reuters

Mais l'abandon le plus amer pour Athènes est sans doute celui du FMI. Depuis le début de la crise, la Grèce entretient des relations orageuses avec l'institution internationale. Sur le terrain, les émissaires du fonds, dictant leurs conditions et leurs remèdes féroces, ont souvent été contestés voire malmenés par les gouvernements grecs successifs. Mais dans le même temps, Athènes a prêté une oreille attentive aux aveux du FMI, reconnaissant pas à pas, au vu des résultats catastrophiques obtenus, qu'il s'était trompé sur toute la ligne dans le traitement de la crise grecque. Avoir à ses côtés un allié de ce poids qui demandait également une révision du programme, qui conditionnait son soutien financier à l'allègement de la dette et un abaissement des ratios délirants de surplus budgétaire, donnait au gouvernement grec le sentiment qu'il n'était pas totalement isolé.

Cette illusion vient de se dissiper. Berlin et le FMI, comme le laissait supposer la rencontre entre Angela Merkel et Christine Lagarde en février, ont trouvé un terrain d'entente. Lors de la réunion de l'Eurogroupe, Christine Lagarde s'est ralliée avec armes et bagages à la position défendue par les Européens et leur a apporté sa caution. Le FMI ne réclame plus une annulation de la dette, un allègement des conditions budgétaires, en contrepartie de sa participation. La seule promesse que les créanciers européens réexamineront le problème à la fin du plan de sauvetage, fin 2018, lui suffit pour l'instant, comme l'a confirmé Christine Lagarde à la sortie de la réunion : « *Je proposerai au comité exécutif du FMI d'approuver le principe d'un nouvel accord avec la Grèce. L'accord [obtenu lors de l'Eurogroupe] permet de prendre plus de temps pour mener les négociations sur le niveau nécessaire d'allègement de la dette.* »

Dans les faits, la participation du FMI au plan de sauvetage de la Grèce est purement formelle. Le fonds s'engage à apporter deux milliards d'euros d'aide, mais une fois que les Européens auront trouvé une entente et pourront proposer un projet d'allègement de la dette qui semble crédible. Mais cette parole suffit : l'important pour les Européens était de ramener le FMI à bord du plan de sauvetage. L'Allemagne et les Pays-Bas avaient tous les deux conditionné leur aide à la Grèce à la participation du FMI. Ce dernier s'y engageant, ils peuvent donc participer eux aussi au plan d'aide, sans renier leurs engagements politiques.

Des observateurs veulent croire que l'accord de l'Eurogroupe n'est qu'un moyen de temporiser, en attendant les élections législatives allemandes en septembre. « *Impossible de vendre à une opinion allemande très hostile aux Grecs le moindre effacement de dette* », expliquent-ils. Mais tout pourrait changer après, selon eux. D'ailleurs, soulignent-ils, l'Eurogroupe envisage de faire un premier réexamen de la dette à la fin 2017.

Pour la Grèce, ce sera trop tard : la BCE a prévu d'achever son programme de rachats de dettes souveraines justement à cette date. Compte tenu des pressions multiples qui s'exercent déjà sur le président de la banque centrale, Mario Draghi, pour sortir au plus vite de sa politique monétaire ultra-accommodante et revenir à une stricte orthodoxie monétaire, il paraît difficile d'envisager un prolongement d'un tel programme. Même s'il obtient un allègement de sa dette qui lui ouvrirait de nouveau l'accès aux marchés financiers, le gouvernement grec serait alors condamné à emprunter en payant les primes de risque les plus élevées.

C'est pourtant le scénario le plus favorable. Rien ne dit, en effet, que l'Allemagne, même après les élections, accepte un allègement de la dette grecque. Les libéraux, la force montante en Allemagne, avec lesquels la CDU-CSU d'Angela Merkel pourrait être amenée à former une coalition au lendemain des législatives, font du strict respect des règles européennes un cheval de bataille dans leur campagne. Tout aménagement, selon eux, est le signe d'une grave dérive laxiste. Pas besoin de pousser très fort la droite dure de la CDU, incarnée par le ministre des finances Wolfgang Schäuble, pour aller dans cette voie.

Les Allemands se sentent d'autant plus légitimes à demander cette stricte orthodoxie au sein de la zone euro que, pour eux, tout danger est écarté : les forces populistes, tant aux Pays-Bas qu'en France, qui représentaient un risque d'éclatement, ont été balayées lors des élections. La voie leur semble donc libre pour revenir à leur ordre. Et la Grèce doit servir d'exemple à tous les récalcitrants. Quitte à anéantir le pays, s'il le faut.